

Concours : 2^e concours d'accès à l'ENA

Epreuve : Questions à réponses courtes en droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les effets de la révision constitutionnelle de 1958 sur le parlement.

Dix ans après le référendum de 1958, le gouvernement pensait remettre aux assemblées parlementaires un projet de loi constitutionnelle pour moderniser la vie publique et renforcer la démocratie. Comprimant de nombreuses dispositions intéressant le parlement. Soit réformer le usage : de la navette parlementaire, suppression de la possibilité de voter des amendements sans lien direct avec le texte, réduction de 10 %. Le nombre de parlementaires, instituant une dose de proportionnelle dans les élections législatives (la réforme à venir) ou encore accorder la faculté pour le gouvernement de faire revisiter des projets de loi à l'issue du jour de la semaine suivante au parlement pour sa mission législative en agissant avec les lois de finances et de financement de la sécurité sociale bénéficiant de la régime des textes à caractère économique, financiers et social. C'est la révision l'ambiguïté des réformes constitutionnelles sous la II^e république ; tout en cherchant à rationaliser le fonctionnement du parlement, pour le renforcer, ces réformes l'affaiblissent aussi souvent, ce dont on se fait.

Tel est le cas de la révision constitutionnelle de 1958 qui, ambitieuse, a confié les pouvoirs et le

N°

1.1.2

rôle du parlement tant dans ses fonctions législatives (réforme de l'ordre des jour des assemblées, rôle accru des commissions parlementaires...) que de contrôle du pouvoir exécutif (rôle accru des commissions permanentes dans la validation de certaines nominations par le pouvoir exécutif), sans pour autant que le parlement ne soit pleinement grandie de cette réforme (le pouvoir exécutif reste toujours très présent dans le fonctionnement du parlement : nombreuses ordonnances votées...).

Ainsi convient-il d'observer que la révision constitutionnelle de 2008 se voulait ambitieuse par le parlement français (I), mais que cette révision n'a produit que des effets incertains (II).

I) Une révision ambiguë du parlement par la révision constitutionnelle de 2008

A) Accroître l'efficacité et les pouvoirs du parlement dans la procédure législative.

L'accroissement des pouvoirs du parlement concerne tout les prérogatives nouvelles qui lui sont confiées que les facultés d'action qui lui sont confiées.

Ainsi une nouvelle tâche les quatre semaines est consacrée à l'examen des propositions de lois visant à son ordre du jour par l'assemblée concernée elle-même. Le parlement regagne donc par partie la maîtrise de son activité (48C).

Le fonctionnement des commissions parlementaires est transformé. Ce sont désormais les commissions permanentes, au nombre de huit, au maximum par assemblée, qui sont destinataires par principe des projets et propositions de loi. Les commissions spéciales peuvent par ailleurs être constituées. Cela a vocation à renforcer la qualité de l'analyse des textes.

Cela est prolongé par la possibilité donnée aux commissions de voter des amendements qui ne seront

plus débattues en séance. Le pouvoir est d'autant plus important que par principe ce sont les projets et propositions de loi issues du travail en commission qui sont présentés en séance.

(La loi de finances et de financement de la sécurité sociale / Par ailleurs le recours à l'article 49 al 3 C est limité à une fois par législature (la loi de finances et de financement de la sécurité sociale)

Enfin, il est formellement reconnu la possibilité de déposer des amendements ayant un lien direct ou indirect avec le texte débattu (article 44 C) au parlement comme au gouvernement.

Cette rationalisation de la fonction législative et l'accroissement des pouvoirs dévolus au parlement ont visé à renforcer la qualité et l'utilité de la loi. Cette modernisation du parlement se prolonge par le renforcement de son pouvoir de contrôle du pouvoir exécutif.

B) Renforcer le contrôle parlementaire du pouvoir exécutif.

Ainsi, une nouvelle loi les quatre remanés est consacrée au contrôle de l'action du gouvernement par le parlement. Le contrôle est prolongé par le pouvoir donné aux commissions permanentes de se prononcer sur certaines nominations à de hautes fonctions dévolues par l'exécutif. (président du CSA et membres du Conseil constitutionnel par le Président de la République --).

Après de renforcer le droit d'opposition, une journée par mois est consacrée à l'adoption du jour sabbat par le parlement.

Et c'est un membre de l'opposition parlementaire qui siège à la présidence de chacun des commissions des finances.

*

Si elle paraît ambivalente et profitable aux pouvoirs du parlement, la révision constitutionnelle de 2000 ?

N°

3.1.9

n'a pas permis au parlement de devenir l'acteur principal de sa propre action.

II) Une révision aux effets incertains

A) Le maintien de la prédominance du pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif dispose toujours du pouvoir fait par opposition aux initiatives parlementaires, en matière de droit d'amendement notamment (40C pour ceux ayant une initiative parlementaire, 41C pour ceux non étudiés en commission) et ce sont les projets de loi de finances et de loi de financement de la sécurité sociale tels que présentés par le gouvernement qui sont présentés en séance publique (on c'est là le cœur du pouvoir parlementaire que de maîtriser les décisions financières de la nation).

Par ailleurs le pouvoir législatif du gouvernement demeure fort et dominant. Surtout par sa majorité, le gouvernement, dans le cadre d'un parlementarisme rationalisé, demeure toujours l'acteur principal du vote de la loi. Les projets de loi restent dominant en nombre sur les propositions de loi. Certains propositions de loi reprennent par ailleurs des projets de loi pour permettre au gouvernement de continuer la réforme de l'OSP, laissant penser que le parlement ne s'est pas pleinement saisi des possibilités que lui offre la réforme de l'OSP.

B) Des pouvoirs nouveaux mais encore pleinement valables par le parlement

La réforme de l'OSP avait pour ambition de rendre le parlement davantage acteur de son action;

N°

4.1.9

Concours : 2^{ème} concours d'accès à l'ENM

Epreuve : question à réponses courtes en droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



d'avantage capable de contrôler les choix du pouvoir exécutif, et de renforcer la qualité de loi (plus pertinente, plus claire et prévisible). Or les pratiques traditionnelles demeurent. Ainsi le parlement alloue-t-il toujours de nombreuses délégations au gouvernement pour prendre des avancées (BPC). Il y a ainsi eu davantage d'avancées entre 2003 et 2018 que de 1958 à 2003. Par ailleurs, le contrôle du gouvernement ne fait pas l'objet d'un contrôle renforcé depuis 2008. Les conventions d'urgence sont rares.

Si la loi reste toujours complexe et sa longueur en expansion (Conseil d'Etat, rapport sur la mesure de la qualité des textes législatifs, 2018), il semblerait cependant que les assemblées se rapprochent de plus en plus de la parité qui leur est offerte de voter en commun certaines dispositions législatives. L'Assemblée nationale a mis cela en place dès 2008, le Sénat depuis 2017.

*

Les effets de la réforme constitutionnelle de 2008 sur le parlement sont donc incertains. Renforcé par partie en droit, le parlement ne l'est que peu en fait, laissant à la réforme constitutionnelle proposée par le gouvernement cette année le soin (peut-être d'annuler) la situation des assemblées parlementaires.

N°

519

La responsabilité des magistrats en cas de dysfonctionnement du service public de la justice.

L'autorité judiciaire est la gardienne de la liberté individuelle (66 C), Et la justice administrative a vu aussi confier un rôle de garantie du respect des droits des usagers complémentaire de celui des juges judiciaires (CC, 1980, Validation législative, CC, 1981 Conseil de la concurrence). Or lors, le rôle essentiel confié à la justice ne saurait souffrir en dysfonctionnement de celle-ci. Et tout manquement de ces acteurs ne peut qu'être sanctionné.

Aussi convient-il d'insister que la responsabilité des magistrats en cas de dysfonctionnement de la justice est traditionnellement circonscrite (I), mais que l'engagement de celle-ci et désormais posée bien qu'encadrée (II).

I) Une responsabilité des magistrats en cas de dysfonctionnement du service public de la justice traditionnellement circonscrite.

A) Une responsabilité première de l'Etat.

En cas de faute de service conduisant au fonctionnement défectueux de la justice c'est la responsabilité de l'Etat qui est engagée en premier lieu.

Le fonctionnement défectueux du service public de la justice engage la responsabilité de l'Etat par principe (Loi de 1976 pour la justice judiciaire, Ch, 601, Régions la rappelle pour la justice administrative).

B) La responsabilité accienne des magistrats

La faute personnelle des magistrats peut donner lieu à engagement de sa responsabilité sur le plan disciplinaire.

En cas de faute civile ou pénale / déni de justice, forfaiture, décalpation de mandat de l'urgence, complicité... sa responsabilité conduisant à un fonctionnement défectueux du service public de la justice pourra aussi faire l'objet de poursuites devant les juridictions de droit commun.

II) Une responsabilité accrue mais encadrée des magistrats en cas de dysfonctionnement de service public de la justice

A) Une mise en cause fautive

Le Conseil supérieur, autorité disciplinaire pour les magistrats du 1er, autorité de proposition pour ceux du parquet, peut désormais recevoir les plaintes de justiciables contre les magistrats, facilitant d'autant l'engagement de leur responsabilité.

B) Une responsabilité civile limitée

Peu d'actions récursoires de l'Etat contre les magistrats fautes sont civiles. L'action disciplinaire contre les magistrats restent une peu civile.

Les principes fondamentaux du Service public

Les principes de égalité devant le service public, de continuité et de mutabilité de ceux-ci (les lois de Ruffard) sont au cœur du fonctionnement des institutions françaises.

Garantissant la primauté et l'efficacité du service public, dans le respect de chacun, et la continuité de la vie de la nation, ils sont cependant concurrencés par d'autres exigences et droits, obligeant à rechercher un équilibre entre la maximisation de ces principes et leur conciliation avec d'autres exigences.

Ainsi, si ces principes sont consacrés (I), ils sont non moins aménagés (II).

I) Des principes consacrés

A) Des principes anciens et permanents.

Ils permettent la vie de la nation (la continuité du service public et son adaptation aux changements pour demeurer efficace).

Ils sont en conséquence largement consacrés par la constitution, des textes internationaux, lois et réglementaires.

B) Des principes protégés

Le principe normal (la constitution de 1958, par sa continuité dans le service public des Libertés de 1789, interdiction du droit de grâce par autorités publiques) comme le juge les protège.

Concours section : 2e concours d'accès
Epreuve matière : Organisation de l'Etat - Droit public

N° Anonymat : RXIGU134 AL Nombre de pages : 12

Concours : 2^e Concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Questions à réponses courtes en droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



(Par exemple CF, 1976, Chargés pour garantir devant le ST)

II) Des principes aménagés

A) Des principes concurrencés

D'autres intérêts convergent (droit de grève, droit des
contractants du ST...).

B) Une application équilibrée des principes

Les équilibres sont recherchés par la loi comme par
le juge (CF, 1976, Chargés : traitement différent
de situations différentes, CF, 1980, Décharge de
CE, 1979, droit de grève, CF, 1986, loi de recrutement
sur le fait de punir)

N°

2.1.9

N°

.../...

N°

.../...

